Le fléau des violences sexistes (p. 4)

COMMUNISTES

Mobilisés pour une victoire politique du monde du travail (p. 3)

Vidéo

Une heure de travail délocalisé à l'étranger, c'est une heure de chômage en France (F. R.)

Propagande

Le Service d'information du gouvernement (SIG) est chargé de vendre la politique de Matignon. Le plus souvent, elle sous-traite au privé ; actuellement elle cherche des agences pour assurer sa communication et l'achat d'espaces publicitaires, un contrat de quatre ans, à 116 millions d'euros par an, soit, pour la durée prévue, 465 millions (mais ça pourrait monter, dit-on, jusqu'à 800 millions). Les partenaires éventuels sont des copains de copains, genre Mayada Boulos, de Havas, ex-collaboratrice de Castex ; ou Clément Léonarduzzi, de Publicis, ex-conseiller de Macron. Un demi-milliard de com (au bas mot), ça fait chère la propagande. ✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2022 (cliquez)

Je verse : ..... €

"Donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

CALOMNIE:

Anièce Ruina-Panierpacher, Ministre de la trangition énersétique, n'a jamais déclaré: « Si votre frigo est vide à la fin du mois, profitez-en pour le débrancher, ça fera des économies d'énergie ! JA-MAIS ! »

Chantal Montellier

Cliquez pour partager le dessin

LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites le savoir par mail à Léna Mons < lmons@pcf.fr >

28 septembre, à partir de 19 h : Conférence de l'Université populaire de l'Aube : « *Sortir du capitalisme, actualité et urgence du communisme* », avec Bernard Vasseur. Espace G. Monmousseau, Romilly-sur-Seine (10)

29 septembre :
Journée nationale d'action intersyndicale pour les salaires, l'emploi et les retraites

30 septembre & 1er octobre : Fête offensive du PCF 13, avec des débats, des expositions et des concerts. Pass 2 jours à 14 €. Au Parc de Fabregoules, Septèmes-les-Vallons (13)
1er octobre, à partir de 9h30 : Assemblée générale des communistes vosgiens, suivie d'un banquet fraternel (participation 20 €, inscriptions auprès de Sandra Blaise sandrablaise88110@gmail.com). Ancienne école de la Trouche, Raon l'Etape (88)
1er & 2 octobre : Fête fédérale des Hautes-Pyrénées, plus d'informations à venir.
1er & 2 octobre : 3e salon du livre et 7e Fête de l'Humanité Sologne, organisés par les Amis de l'Humanité Sologne Romorantin. Villefranche-sur-Cher (41)
14 octobre, à partir de 18 h : Conférence-débat « *Quel sens donner au travail ?* », avec la participation de Valère Staraselski, de Frédérique Debout et d'un·e représentant·e du PCF. Maison creilloise des associations, Creil (60)
15 octobre, à partir de 15 h : Fête de la Fraternité : échange sur le thème « Les Jours heureux de la jeunesse », suivi d'une soirée couscous (participation de 15 €) et d'un concert de Lhomé. Réservation et informations : sectionchatel@orange.fr ou 0671039265. Salle de la Gornière, Châtellerault (86)
22 & 23 octobre : Fête de l'Humanité Bretagne : débats, expositions, concerts, avec notamment Gauvain Sers et les Wampas... Pass 2 jours 18 € (22 € sur place), gratuit pour les – de 18 ans. Parc des Expositions de Lorient Agglomération (56)

Mobilisés pour une victoire politique du monde du travail

Réforme de l'assurance chômage, des retraites, budgets d'austérité pour la Sécurité sociale et l'État, restrictions énergétiques, refus d'augmenter les salaires et les minima sociaux… Macron engage son second mandat avec un programme de combat contre le monde du travail.

Un programme dicté par les exigences du capital et d'un grand patronat disposé à s'accommoder, au moins un temps, d'une taxe sur les « superprofits » - adoubée par la très libérale présidente de la Commission européenne -, dès lors que ses fondamentaux demeurent intacts : pression maintenue sur les salaires et l'emploi avec un « marché du travail » destiné à maintenir un chômage de masse et une précarisation de l'emploi, marges augmentées, maintien des pouvoirs des actionnaires, profits préservés…

Dans ce contexte, la riposte sociale pour exiger l'augmentation sensible des salaires, des créations d'emplois dans le public comme dans le privé, de dignes conditions de travail et une réduction de la durée et du temps de travail, est salutaire. Avec ces contenus, elle met directement en cause les logiques imposées par le patronat et le pouvoir exécutif, avec l'appui d'un Parlement largement dominé par les droites et l'extrême droite.

La journée nationale d'action du 29 septembre est donc une étape très importante pour une riposte à la hauteur de l'offensive de Macron contre le monde du travail et pour remettre l'intervention organisée des salariés, de l'ouvrier à l'ingénieur, du chercheur au technicien, depuis les entreprises et les filières, au cœur du rapport de forces nécessaire à des victoires politiques.

L'engagement des communistes est évidemment déterminant dans cette journée, pour favoriser l'engagement des salariés, des retraités et des jeunes que nous côtoyons au quotidien, dans nos communes, nos quartiers et nos entreprises. Autant qu'il l'est pour appuyer, encourager les luttes conduites par les salariés dans de nombreuses entreprises, chez Carrefour, chez Stellantis ou encore à Libéo en Corrèze et Lebhar dans l'Yonne, comme dans de nombreux services publics.

Notre rôle doit être de conforter, dans les consciences, l'urgence d'une intervention populaire déterminée à faire gagner les exigences sociales, autant parce qu'elles sont légitimes que parce qu'elles contestent les

logiques portées par un pouvoir et un patronat résolus à protéger ensemble les intérêts du capital.

Notre ambition communiste est claire : permettre au monde du travail d'arracher tout de suite une victoire politique, par son unité et son intervention permanentes. Lui déléguer les seules luttes revendicatives pour mieux le tenir à l'écart de la construction d'une alternative politique à Macron et à l'extrême droite serait mortifère, comme l'histoire en témoigne.

Ainsi, en nous appuyant sur les suites que donneront les organisations syndicales à cette première journée d'actions, nous avons besoin d'organiser sans attendre l'activité de notre parti pour la tourner plus résolument vers les salariés, vers les privés d'emplois, vers les travailleurs ubérisés, devant et dans les entreprises, comme dans les services publics.

Car c'est là, au cœur de l'antagonisme entre le capital et le travail, là où s'imposent l'exploitation et la domination du capital, que peut se nourrir la conscience de classe, que les aspirations communes des salariés à un emploi stable, à un bon salaire, à des conditions de travail dignes de notre époque et que l'unité des travailleurs peut s'opérer pour faire reculer les logiques du capital financier.

C'est là que peut grandir l'aspiration à redonner sens au travail, à transformer le rôle des entreprises et des services publics, à interroger la finalité de la production dans la société, à changer radicalement les modes de production, aujourd'hui source de gâchis humains et environnementaux.

Avec l'intervention combative de nos parlementaires, la mobilisation organisée de notre force militante, avec nos propositions cohérentes et crédibles, en particulier pour sécuriser l'emploi et la formation, pour réorienter les richesses, pour étendre et renforcer les services publics, pour arracher de vrais pouvoirs de décisions pour les travailleurs, pour révolutionner le travail, contribuera à élargir autant qu'à politiser cette mobilisation sociale.

Avec l'ambition de contribuer à la construction d'un mouvement populaire puissant qui devienne enfin acteur d'une alternative politique de gauche et écologiste capable de gagner… et de réussir.✪

Pour la commission
Entreprises du PCF
Christophe Grassullo

Le fléau des violences sexistes

L'affaire Adrien Quatennens secoue l'opinion publique et la classe politique. Reconnaissant être auteur de violences conjugales sur sa future ex-compagne, il choisit de ne pas se mettre en retrait de son mandat électif. Comment représenter la République et œuvrer à protéger les femmes du fléau des violences sexistes et sexuelles si on violente soi-même sa compagne ?

Quelques soutiens entreprennent de minimiser. « Une gifle, *oui mais*… » pas tous les jours, oui mais il s'est excusé… On se centre uniquement sur la gifle et on ne parle pas du téléphone subtilisé, du harcèlement, du poignet saisi. Pas un mot pour la victime. Une séquence révélatrice d'une ignorance ou d'un mépris de la réalité des violences conjugales et de leur gravité et qui suscite une nouvelle vague d'indignation. Ernestine Ronai, communiste et responsable de l'Observatoire des violences faites aux femmes en Seine-Saint-Denis, en déduit que « ce qui marque notre époque c'est le recul de la tolérance sociale vis-à-vis de ces violences, et c'est ce qu'il faut cultiver et faire grandir ».

D'autres affaires d'accusations de violences sexistes et sexuelles concernant des élus et personnalités politiques font également beaucoup parler. La méthodologie des partis politiques dans la gestion et la prise en charge de ces accusations et faits de violences sexistes et sexuelles est questionnée.

Fabien Roussel le rappelle ainsi dans sa tribune parue au *JDD* le 25 septembre dernier : « Au PCF, nous avons fait le choix de mener une politique de tolérance zéro. » Nous prenons nos responsabilités et avons été parmi les premiers à le faire. Nous avons fait le choix de refuser l'impunité des agresseurs dans notre organisation. Notre programme à la dernière élection présidentielle a montré notre volonté d'être à la pointe en matière de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

Depuis 2018, le PCF est doté d'un dispositif Stop violences que l'on peut saisir à l'adresse mail stopviolences@pcf.fr ou via le collectif féministe contre le viol avec lequel nous sommes conventionnés. Au sein du dispositif comme au CFCV, les victimes sont assurées d'être écoutées, accompagnées et orientées par des personnes formées.

Notre périmètre d'action n'est pas judiciaire. Nous ne rendons pas la justice et nous ne nous substituons pas à celle-ci. Il s'agit de faire respecter nos statuts qui garantissent à chacun·e la protection de son intégrité physique et morale.

Être communiste ne protège pas des violences du monde patriarcal dans lequel nous vivons, mais être adhérent au PCF nous oblige à y faire face et être à l'initiative. En prônant une société libérée de toutes formes de domination, exploitation, oppression, nous avons un devoir d'exemplarité. Voilà pourquoi nous avons créé ce dispositif et pourquoi, avec l'appui du secteur formation, nous formons toutes et tous les camarades à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Nous travaillons concrètement à créer des conditions toujours plus propices à un cadre de militantisme sain et sécurisé, au bénéfice de toutes et tous. ✪

Wirden Shirley
membre du CN

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse : ..... €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Non, le massacre de notre système de santé n'est pas inéluctable, ensemble nous pouvons faire bouger les choses !

Le 22 septembre, les personnels de la santé et de l'action sociale se sont de nouveau retrouvés dans la rue, devant leurs établissements et les ARS (agences régionales de santé) pour, encore une fois, dénoncer la casse de l'hôpital public, l'abandon des secteurs médicaux-sociaux et de la psychiatrie. Localement, ils ont été rejoints par des collectifs d'usagers et des élu·e·s, afin d'exiger tous ensemble l'arrêt des fermetures de lits, de services, de maternités, de services d'urgences. « Il nous faut des lits, du personnel et des augmentations de salaire ! » Voilà ce qu'elles et ils réclament et cela inlassablement depuis des années.

Après des décennies de diète budgétaire délibérément organisée, après l'épreuve de la pandémie et les miettes accordées par le gouvernement Macron avec le Ségur de la santé, beaucoup de soignant·e·s serrent les dents, épuisé·e·s, s'efforçant malgré tout d'assurer une prise en charge de qualité de leurs patients dans un contexte de manque de lits et de personnels, alors que d'autres craquent, écœuré·e·s au point de démissionner. La crise hospitalière atteint son paroxysme, avec cet été le tri aux urgences, un pas de plus dans la rupture d'égalité d'accès aux soins, mesure que le ministre de la Santé et de la Prévention entend pérenniser.

Aucune proposition, ni du ministre de la Santé, ni du président Macron, avec sa prétendue volonté de refondation du système de santé, ne laisse présager un changement de cap dans la politique de casse de l'hôpital public, pris pour cible constante dans leur obsessionnelle volonté de réduire les dépenses publiques, dont notre système de santé public et son financement par la Sécurité sociale.

Sécurité sociale qui va faire l'objet, n'en doutons pas, d'une nouvelle attaque avec l'examen et le vote du PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité sociale) pour 2023. Ce PLFSS, qui devrait être dévoilé dans les jours à venir et qui se voudrait exceptionnellement ambitieux au vu du cataclysme sanitaire en cours, nous fait craindre de nouvelles restrictions budgétaires. Il va faire l'objet de batailles intenses, notamment autour de l'Ondam (objectif national des dépenses d'assurance maladie) qui va fixer les budgets alloués aux dépenses d'assurance maladie au sein d'enveloppes fermées. Nos parlementaires communistes vont s'attacher à porter de nombreuses propositions, dans une approche qui replace l'humain au cœur de notre projet, avec des mesures d'urgence pour l'hôpital public et notre système de santé.

Car nul besoin d'une consultation citoyenne, comme le propose E.

Macron, pour savoir qu'il faut engager un grand plan de formations ambitieux, une nouvelle politique de l'emploi à l'hôpital et dans les établissements médico-sociaux, avec des recrutements massifs, une réelle augmentation généralisée des salaires, de nouveaux droits pour les salarié·e·s et leurs représentants. Des financements, à la hauteur des besoins actuels immenses, doivent permettre aux établissements hospitaliers de retrouver des marges financières nécessaires pour répondre aux attentes urgentes des professionnel·le·s et de la population, avec notamment notre proposition d'exonération de la taxe sur les salaires, de récupération de la TVA, de la reprise intégrale de la dette, et bien entendu d'une Sécurité sociale en capacité de répondre aux besoins de l'hôpital public, de la santé et de la retraite.

Autant le travail de nos parlementaires est essentiel pour faire aboutir ces propositions, autant une mobilisation large, en lien avec les syndicats, les collectifs de défense professionnels et citoyens et la population, est indispensable pour être en capacité d'exiger un système de santé et de protection sociale à la hauteur des besoins du 21e siècle.

Soyons toutes et tous le 29 octobre dans la rue pour exiger un véritable changement de politique de santé !✪

Maryse Montangon
membre du CEN
responsable nationale collectif Santé, protection sociale

Sur la commission de Transparence

« Un congrès du Parti communiste est un temps fort d'actualisation collective de notre analyse de la société, d'approfondissement des perspectives de transformation que nous proposons, et d'amélioration de notre organisation. Les bouleversements actuels, dans le contexte des crises multiples et des contradictions exacerbées qui en résultent, exigent plus que jamais un congrès communiste ouvert, qui permette l'expression d'un très grand nombre de communistes, la connaissance des débats au sein de leurs instances, grâce à une circulation de la parole libre, pluraliste, mais aussi un congrès qui se donne les moyens de faire du «commun», de construire collectivement, afin que la très grande majorité de nos camarades se retrouve dans ses travaux et que le Parti gagne en efficacité dans les rudes batailles qui nous attendent. »

Les attentes qui se sont exprimées sur la commission «Transparence des débats» sont particulièrement fortes, reflet de cette double exigence de démocratie et d'unité construite qui traverse notre parti. La commission veillera naturellement à ce que le site d'accueil des contributions https://congres2023.pcf.fr/ soit réellement accessible à toutes et tous, mais pour indispensables qu'ils soient, le site et l'accumulation de très nombreuses contributions ne suffisent pas à assurer la «transparence des débats». Sans doute faudra-t-il que la commission réfléchisse à la meilleure façon d'animer le débat, pour rendre visibles les points qui suscitent des interrogations ou désaccords, et permette ainsi à l'ensemble du Parti de s'en emparer.

Il serait prématuré d'en dire plus, tant qu'elle ne s'est pas réunie, car elle s'appliquera à elle-même une double règle d'or : un travail collectif et la transparence de ses travaux. ✪

Évelyne Ternant

Infos congrès

Le site Internet du congrès vous permet d'ores et déjà de contribuer au 39e congrès :
https://congres2023.pcf.fr

Dans son rapport, Fabien Roussel appelle notamment à faire le bilan de la séquence électorale et pointe trois enjeux pour le Congrès : agir pour "le renouveau du communisme français pour relever les défis de la période" ; travailler aux initiatives politiques à développer pour "construire un mouvement populaire majoritaire" ; et "la question du fonctionnement et du renforcement de notre parti", qui est notre outil commun pour mener ces initiatives. Il appelle également dans son rapport à "évaluer collectivement nos statuts, plus généralement nos modes de fonctionnement à tous les niveaux, pour déterminer les évolutions nécessaires au déploiement et au renforcement de notre parti." ✪

Réforme des retraites

Contraint par les luttes, les mobilisations populaires, de remettre dans le tiroir sa réforme des retraites par point, le président Macron voudrait maintenant imposer, par un amendement au budget de la Sécurité sociale, le recul de l'âge de la retraite à 65 ans, la disparition des régimes spéciaux ou spécifiques et la diminution programmée du niveau des pensions. Il prétend ainsi « laisser une trace dans l'Histoire ».

La majorité divisée, toutes les organisations syndicales mobilisées.

Après F Bayrou, c'est le président des députés MoDem J.-P. Mattei qui annonce un vote contre cet amendement. Le groupe Renaissance (ex REM) est divisé. Un bon tiers des 170 députés s'interrogent. La présidente de l'Assemblée nationale, Y. Braun Pivet, est d'accord avec la réforme Macron, mais opposée à une réforme par amendement. E Philippe (Horizons) met la pression sur le chef de l'État pour qu'il agisse vite et fort. M. Le Pen (RN) évoque le risque d'une motion de censure en cas de 49.3.

À l'issue de leur rencontre avec le ministre du Travail, les organisations syndicales ont exprimé unanimement leur inquiétude et leur hostilité face à un projet qui demeure flou, sur le plan du contenu comme de la méthode, pour le faire passer au Parlement.

Face à cette situation, E. Macron réunira la semaine prochaine avec la Première ministre É. Borne, les chefs de la majorité et les ministres concernés pour faire le point sur la manière d'engager la réforme des retraites.

Tout le système de sécurité sociale est visé.

La création de la nouvelle branche autonomie, financée à 90 % par la CSG, les exonérations massives de cotisations sociales pour le haut patronat démontrent la volonté du président Macron de remettre en cause notre système de sécurité sociale, en diminuant massivement ses recettes issues des cotisations sociales.

Une réforme de progrès social et démocratique

C'est possible si nous nous engageons pour la mise à contribution des revenus du capital, pour l'augmentation des salaires et la modulation des cotisations, l'emploi, et pour l'égalité salariale femmes-hommes. Agir résolument sur ces quatre leviers, c'est créer les conditions d'une nouvelle innovation sociale et démocratique pour les retraites.

Une retraite à taux plein à 60 ans

La mise en œuvre d'une réforme fondée sur la sécurisation de l'emploi et de la formation avec prise en charge des périodes de précarité, chômage, études… permettrait à chacun·e de pouvoir faire valoir ses droits à une retraite à taux plein à 60 ans, avec un revenu de remplacement net équivalent à 75 % du revenu net d'activité (primes incluses), calculé sur la base des 10 meilleures années (6 derniers mois pour les régimes spéciaux), primes comprises, et indexé sur les salaires. Pour une vie digne, aucune pension ne doit être inférieure au Smic (1 923 € brut).

Nous proposons d'ouvrir ce droit sans autre condition que d'avoir une carrière complète (hors pénibilité et carrière longue), qui sera reconnue comme telle dès lors qu'elle ne comporte entre la fin du lycée, du secondaire et l'âge de 60 ans, que des périodes d'activité, de formation initiale ou continue, de chômage ou d'implications familiales.

Notre système de retraite et de sécurité sociale serait intégralement financé par la cotisation sociale, piloté et administré par des représentant·e·s élu·e·s des salarié·e·s.

Une réforme progressiste des retraites est possible en mettant en cause la domination du capital sur les choix d'investissement, de formation, de recherche de financement des entreprises et au coût qu'elle fait peser sur la société. ✪

Daniel Junker

Football

Que faire de la Coupe du monde ?

Réuni en Conseil national les 24 et 25 septembre, le MJCF a défini sa position sur la Coupe du monde qui se déroulera au Qatar à partir du 20 novembre.

L'organisation d'un tel événement au Qatar est un scandale à plus d'un titre. Scandale en termes de conditions de travail : aux plus de 6 500 morts sur les chantiers, il faut ajouter des milliers d'autres réduits à une condition de quasi-esclavage.

Scandale pour les droits humains. Dans cette dictature, les droits de l'opposition sont inexistants. L'homosexualité y est interdite et toujours passible de la peine de mort. Les femmes sont victimes de fortes violences, placées dans un système de dépendance totale vis-à-vis des hommes. Enfin, le pays entretient des liens plus que troubles avec les mouvances islamistes sunnites : longtemps allié officiel des Frères musulmans, il est encore régulièrement accusé de financer le terrorisme de groupes comme Daesh.

Scandale écologique aussi. L'organisation de la Coupe du monde dans un pays où les températures avoisinent les 30 degrés en décembre représente une débauche énergétique, avec des stades climatisés et une économie reposant quasi exclusivement sur les énergies fossiles.

Enfin, scandale sur le plan sportif. La FIFA a accepté de se plier aux exigences du Qatar en modifiant les dates de tous les calendriers nationaux : les championnats seront ainsi interrompus en plein milieu de saisons, et les joueurs seront amenés à jouer des matchs extrêmement resserrés.

Ces scandales sont les révélateurs d'un sport professionnel gangrené par les intérêts financiers et géopolitiques, qui amène les institutions du football à fermer les yeux sur toutes considérations humaines, écologiques ou sportives. Elles appellent à une action politique forte, pour la défense des droits humains et d'un sport populaire, libéré du pouvoir de l'argent.

Pour le MJCF, l'appel à boycotter la compétition n'apparaît pas comme une réponse satisfaisante en tant qu'organisation politique. À quelques semaines du premier match, et alors que les délégations s'y préparent et que les places sont déjà vendues, le boycott relève plus d'une position individuelle et éthique que d'un mot d'ordre politique ayant des chances d'aboutir à une victoire.

Plutôt que de renvoyer chacun à sa responsabilité individuelle, dans un discours pouvant apparaître culpabilisant, le MJCF s'attellera à mettre en lumière les véritables responsables de cette situation : la FIFA, les grandes entreprises qui rendent l'événement possible grâce à leur sponsor et les grandes puissances - France en tête - ayant usé de toute leur influence pour favoriser la désignation du Qatar comme pays hôte.

Une campagne de communication et d'information sera menée sur le terrain et sur les réseaux sociaux pour alerter sur les multiples scandales que représente l'organisation de la compétition au Qatar.

Le MJCF organisera des tournois de football pour la liberté. Ceux-ci permettront de promouvoir l'accès pour toutes et tous au sport ainsi que le sport féminin et, plus généralement, les droits des femmes.

Le MJCF interpellera les joueurs pour qu'ils prennent position publiquement contre les agissements du Qatar.

Le MJCF dénoncera les agissements des entreprises sponsors officielles de l'événement ainsi que les sites de paris en ligne faisant la promotion de la Coupe du monde.✪

Léo Garcia

COMMUNISTES
2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourriérec, Léna Mons, Rachel Ramadour. **RÉDACTION :** Gérard Streiff
Mèl : **communistes@pcf.fr**
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Engrenage de la guerre : « La nuée de l'orage est déjà sur nous »

C'est ainsi que Jean Jaurès, dans son dernier discours prononcé à Vaise le 25 juillet 1914 alertait sur la gravité de la situation internationale, deux jours après l'ultimatum fulminé par l'Autriche-Hongrie à la Serbie. La gravité de la situation est extrême.

Face au danger extrême et immédiat de généralisation de la guerre, c'est un sentiment d'impuissance qui domine parmi les peuples, et que les mécanismes de régulation des grandes crises internationales ont été démantelés au cours de la dernières période.

Le danger aigu de la crise actuelle tient au fait que, dans le contexte de fragmentation militarisée de la mondialisation capitaliste, aucune des parties en présence ne peut se résoudre à reculer, à perdre, alors qu'elles s'affrontent pour la définition de nouvelles hiérarchies de dépendance. La question est : est-ce que l'une d'elles est prête à aller jusqu'au bout de l'affrontement ? Pour l'instant, non. Mais demain ?

D'un côté, le pouvoir russe fait considérablement monter les enchères en cherchant à reprendre l'initiative et à ressouder autour de lui ses appuis, après les flottements qui ont suivi les revers militaires dans la région de Kharkov. Pour lui, la guerre contre l'Otan a déjà commencé. En décrétant la mobilisation partielle, il prend le risque de remettre en cause le compromis sur lequel il repose : assurer au peuple russe la stabilité, en échange de son désintérêt des questions politiques. La guerre devient désormais une réalité tangible pour des centaines de milliers de familles russes. Il faut se garder des discours annonçant l'effondrement du pays, présentant la Russie comme « village Potemkine » et reposant en réalité sur des clichés. Le pouvoir russe tient et depuis plusieurs années il n'a pris aucune grande décision sans être assuré du soutien d'une majorité de la population, réforme des retraites de 2018 exceptée. Quand Vladimir Poutine et son ministre de la Défense, Sergeï Choïgou, disent que « ce n'est pas tant une guerre contre l'Ukraine que contre l'Occident collectif », en utilisant comme argument l'aide massive que l'Otan accorde à l'Ukraine (un total de 85 milliards de dollars depuis l'invasion russe de février 2022), cela fait écho à ce que pense une majorité de la population russe dont on pourrait résumer la perception de la situation par : « ce n'est pas nous qui avons quitté l'Occident, mais l'Occident qui nous a quittés ». Qu'en sera-t-il cette fois-ci avec la mobilisation ? Une des clés de la situation tient dans l'évolution qui va se produire maintenant dans la population russe qui ne peut plus vivre « comme si » la guerre n'existait pas. Contrairement aux clichés russophobes récemment recyclés, le peuple de Russie n'est pas une masse amorphe. La solidarité avec les pacifistes russes est nécessaire. Les protestations contre la mobilisation existent. L'exil contraint de plus de 250 000 personnes fuyant la mobilisation en quelques jours est un phénomène important. Elles doivent être accueillies dignement.

L'évolution prochaine va également dépendre de la situation économique. Pour l'instant, le secteur « utile » pour le pouvoir, à savoir les hydrocarbures, qui représentent 40 % du PIB russe, fait plus que résister aux sanctions étant donné qu'ils sont soutenus par l'explosion des prix. Les prévisions annoncent en outre une augmentation de 40 % des exportations au cours des prochaines années. Force est de constater que les manifestations courageuses contre la mobilisation n'ébranlent pas le pouvoir qui reste solidement installé sur ses bases matérielles, capitalistes kleptocratiques, et idéologiques, réactionnaires et nationalistes.

Par ailleurs, la conduite des référendums dans les républiques autoproclamées du Donbass et les territoires occupés va permettre au gouvernement russe de dire que l'Ukraine attaque le territoire de la Fédération de Russie avec l'aide des armes de l'Otan. De ce point de vue, il ne faut pas tenir « pour du bluff » la menace nucléaire, et ce d'autant plus que la doctrine d'emploi russe a été élargie en 2020 afin de rendre possible un emploi tactique, et non plus uniquement stratégique, et a ouvert une possibilité d'emploi en premier. Enfin, il ne faut pas oublier que l'opposition au pouvoir la plus puissante et la plus influente est l'extrême droite ultra-nationaliste, relégitimée depuis l'assassinat de la fille d'Alexandre Douguine, qui n'est pas « l'éminence grise » de Poutine, mais qui coagule un certain nombre de déchets idéologiques venus du pire de la tradition réactionnaire slavophile, des anti-Lumières et du fascisme occidental.

Enfin, la question de l'isolement ou non de la Russie sur la scène internationale est un autre facteur qui compte pour le pouvoir. D'un côté il se décrédibilise auprès de ses alliés proches, par exemple en ayant annoncé à l'Arménie qu'il ne la soutiendrait pas en cas d'invasion azerbaïdjanaise, ce qu'ont aussitôt exploité les États-Unis en envoyant Nancy Pelosi à Erevan. D'un autre côté, le sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai, qui s'est tenu les 15 et 16 septembre à Samarcande, a été l'occasion d'élargir cette alliance économique à l'Iran et plus largement au Moyen-Orient.

Cette montée des enchères du pouvoir russe s'accompagne en miroir du refus de toute négociation en Europe et en Amérique. On voit ici à quel point la logique de bloc participe à l'engrenage. Le discours de Joe Biden à l'Assemblée générale de l'ONU s'inscrit pleinement dans son ambition stratégique de redessiner les contours de l'impérialisme américain en dévoyant les institutions multilatérales et en se faisant le héraut d'un soi-disant « camp des démocraties ». Avec un aplomb hypocrite rare, il est allé jusqu'à déclarer que « les États-Unis veulent que cette guerre se termine », alors qu'à eux seuls les USA fournissent la moitié de la totalité de l'aide militaire à l'Ukraine et renforcent leurs positions militaires en Europe. Et que dire du discours d'Emmanuel Macron qui enjoint, sur un ton paternaliste totalement désuet, les pays non-alignés à choisir leur camp ? Heureusement que d'autres chefs d'État ont délivré des discours à la hauteur de la situation, tel que Gustavo Petro, le président colombien, qui, dans une remarquable intervention, a conjugué impératif de la paix, urgence écologique et urgence sociale. Ce décalage montre à quel point la logique de blocs défendue par nombre de pays occidentaux n'est pas partagée.

Au-delà des discours, nombre de signaux vont dans le sens d'une escalade en Occident également. L'ancien secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, vient de rédiger, avec l'appui du gouvernement ukrainien, un projet de traité de « garanties de sécurité », qui, entre les lignes, ouvre la voie à une entrée de l'Ukraine dans l'Otan. L'UE prépare un 8e train de sanctions, en étant d'ailleurs à la peine pour en trouver de nouvelles, à moins que l'interdiction de délivrance des visas refasse surface. La décision des États baltes de ne pas délivrer de visa humanitaire aux Russes qui refusent la mobilisation est d'un cynisme rare et fournit des arguments au pouvoir russe. Surtout, l'idée qu'une victoire ukrainienne soit possible après le succès de la campagne d'Izioum est prise comme argument pour condamner toute idée de cessez-le-feu, comme l'a fait Ursula Von der Leyen.

Mais personne ne s'interroge sur le prix de la poursuite de la guerre sur sa première victime, le peuple ukrainien (Donbass inclus), qui subit bombardements, catastrophe humanitaire, violences en tous genres, crimes de guerre, exécutions, tortures, mauvais traitements, manque d'assistance médicale, d'eau et de nourriture. La poursuite de la guerre signifie la poursuite de ces violations des droits humains.

C'est dans ce contexte d'urgence et d'extrême gravité qu'il convient de reposer l'exigence d'un cessez-le-feu et de la paix. Le choix est clair : guerre ou paix. Les possibilités sont infimes, aussi grandes qu'un trou de souris. Mais il faut s'y engager.

Pour cela, il convient de combattre deux arguments qui reviennent dans le débat public.

D'une part, il y a ceux qui spéculent sur une victoire ukrainienne en renforçant l'envoi d'armes, y compris des chars, à l'Ukraine. Même avec l'aide de l'Otan, cela relève pour le moment de la spéculation. La défaite n'est pas une option pour le pouvoir russe, de même que pour le pouvoir ukrainien. Parier sur une victoire ne repose sur aucun argument sérieux. On peut par contre être certain que cela participe de l'engrenage du conflit. Répétons-le : la poursuite de la guerre signifie la poursuite des destructions et des violences contre la population civile.

D'autre part, ceux qui pensent qu'un cessez-le-feu gèlerait la situation sur le terrain, y compris la présence de troupes russes en Ukraine. Mais le cessez-le-feu, nécessaire, doit s'inscrire dans une dynamique politique, celle de la paix, qui n'est pas simplement l'absence de guerre. Il est important d'y donner du contenu. Les négociations devront prendre en compte à la fois la souveraineté du peuple ukrainien, que piétine Poutine, et l'impératif de sécurité du peuple russe et de tous les peuples. Le ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Li, a appelé à une « résolution pacifique du conflit » dans ce sens. Le président mexicain, Lopez Obrador, à la formation d'un groupe de contact international, incluant le secrétaire général de l'ONU. Plus largement, les nécessaires négociations, qui ne seront pas simples, doivent se placer dans un cadre plus large : celui de la construction d'une architecture équilibrée de sécurité collective pour les peuples d'Europe, dans laquelle l'Otan n'a pas sa place. Pour y arriver, cela implique d'ouvrir la voie d'un désarmement négocié, global et multilatéral, dans les domaines nucléaires et conventionnels, le refus du recours au nucléaire. Enfin, pour l'Ukraine, dans un cadre européen de sécurité collective, il conviendra de poser la question de sa neutralité et du statut du Donbass.

Le chemin est étroit. Mais le courage politique impose de l'emprunter si l'on veut éviter la catastrophe. ✪

Vincent Boulet
membre de la commission des
Relations internationales du PCF